



Objet : Communiqué de presse

47 avenue Pasteur
93100 MONTREUIL
33 (0)1 45 44 48 25
man@nonviolence.fr
<http://nonviolence.fr>

Violences faites aux policiers et violences policières

Suite à l'agression de quatre fonctionnaires le 8 octobre à Viry-Châtillon (Essonne), des manifestations de policiers ont lieu dans différentes villes. On observe parallèlement un regain de tensions entre jeunes et policiers dans plusieurs banlieues.

Les policiers expriment légitimement un ras-le-bol par rapport aux violences qu'ils subissent. Leurs revendications sont multiples, elles concernent les moyens (en matériel, locaux, effectifs...), mais elles expriment également des critiques à l'égard de leurs syndicats, de la classe politique, de leur hiérarchie et du système judiciaire. Cette grogne se généralise et, compte tenu des échéances électorales, le gouvernement va certainement prendre en considération cette colère et apporter quelques réponses quant aux conditions matérielles d'exercice de ce métier difficile. Mais si l'on souhaite avancer dans ce conflit récurrent entre la police et la population, on ne peut pas faire l'impasse d'un vrai débat sur la fonction de la police.

Il est inadmissible que les policiers subissent des violences dans l'exercice de leur fonction. Mais il faut dénoncer aussi les humiliations quotidiennes que certains d'entre eux exercent sur des jeunes de quartiers populaires. Les gendarmes et les policiers doivent avoir un comportement exemplaire en respectant chacun (sans discrimination, sans tutoiement), c'est la condition pour que leur fonction et leur personne soient respectées.

Le deuxième anniversaire de la mort de Rémi Fraisse, tué le 25 octobre 2014 par une grenade de la police à Sivens, est l'occasion pour le MAN de dénoncer l'utilisation d'armes dites non-létales que sont les lanceurs de balles de type flash Ball. Dans les luttes contre les grands projets inutiles, le surarmement de la police favorise celui de certains militants désireux d'en découdre. Cela conduit la résolution de ces conflits à l'impasse, avec risque de blessures, voire de morts, des deux côtés. Le gouvernement porte une grande responsabilité en s'entêtant pareillement. L'approche des expulsions des terrains autour de Notre Dame des Landes fait craindre le pire. Comme d'autres associations citoyennes, le MAN constate une attitude plus offensive de la police envers les militants y compris envers ceux qui font le choix de la non-violence, comme ce fut le cas à Pau lors de la mobilisation de ANV-COP 21 en avril dernier. Dans plusieurs villes, des échauffourées violentes ont émaillé les manifestations contre la loi travail. Lors d'un pique-nique organisé cet été à Lyon par BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanction), une cinquantaine d'hommes, de femmes et d'enfants ont été arrêtés. À Paris, lors du jeûne-action en commémoration d'Hiroshima et Nagasaki, deux militants ont été placés en garde à vue pour avoir posé des autocollants contre l'arme nucléaire sur le local du parti Les Républicains. Ils passeront en procès le 7 novembre. Cette criminalisation des citoyens qui se battent d'une façon non-violente pour dénoncer des injustices et des choix dangereux nous semble grave et inquiétante.

Par ailleurs, l'impunité dont jouissent les policiers dans plusieurs affaires récentes (avec des blessures graves contre des manifestants) accroît la défiance de la population à l'égard de la Police et de la Justice. Pour restaurer la confiance, pour réduire les violences policières et les violences envers les policiers, il faut redéfinir le rôle et la déontologie de la Police et de la Justice, renforcer les contrôles – en interne et en externe- et prévoir davantage de formation des agents. Du point de vue du MAN, il y a urgence.

Le 31 octobre 2016,

Yvette BAILLY
Porte Parole